

les nouvelles
Survival

76-77

Octobre 2010



Inquiétants barrages

Survival 

www.survivalfrance.org

Survival International France

18 rue Ernest et Henri Rousselle
Paris 75013
T (33) 1 42 41 47 62
info@survivalfrance.org

Royaume-Uni

6 Charterhouse Buildings
London EC1M 7ET
T (44) 020 7687 8700
F (44) 020 7687 8701
info@survival-international.org

Italie

Casella postale 1194
20101 Milan
T (39) 02 8900671
F (39) 02 8900674
info@survival.it

Espagne

Calle Príncipe 12, Piso 3,
Madrid 28012
T (34) 91 521 7283
F (34) 91 523 1420
info@survival.es

Allemagne

Greifswalderstr. 4
10405 Berlin
T (49) 30 72 29 31 08
info@survival-international.de

Pays-Bas

Van der Duynstraat 71
1051 AT Amsterdam
T (31) 020-6860850
nw@survival-international.org

Etats-Unis

2325 3rd Street, Suite 413
San Francisco
CA 94107
T (1) 415-503-1254
info.usa@survivalinternational.org

Survival aide les peuples indigènes à défendre leur vie, protéger leurs terres et déterminer leur propre avenir



au sommaire

- 3** Dossier : Peuples indigènes et barrages géants
- 4** Echos des campagnes
- 6** Le retour des barrages géants
- 8** Les barrages géants, un problème ?
- 10** Pourquoi les peuples indigènes sont-ils les plus touchés ?
- 12** Energie verte ?
- 14** Droit et illégalité
- 15** Les barrages qui menacent
- 16** Jo Woodman *David contre Goliath*
- 18** Françoise Héritier *Anne Chapman*
- 19** Davi Kopenawa *La chute du ciel*
- 20** Livres et revues

Peuples indigènes et barrages géants

Si les peuples indigènes subissent de plein fouet l'impact des barrages hydroélectriques sur leurs vies et leurs territoires, ils n'en retirent rarement les bénéfices. Pour marquer la Journée des peuples indigènes des Nations-Unies, Survival International a rendu public, le 9 août dernier, un rapport accablant sur les impacts dévastateurs de cette énergie dite 'verte' sur les peuples indigènes qui connaît actuellement un nouveau boom. Nous en livrons ici la version française.

“NOUS NE SOMMES PAS CONTRE LE BARRAGE. NOUS SOMMES CONTRE LA DÉSINTÉGRATION DE NOTRE COMMUNAUTÉ.”
Un ancien d'un village thai, Mun River

C'est à la fin du XX^e siècle que les financements et l'intérêt pour les barrages commencèrent à se tarir, au fur et à mesure que se forgea la conscience des impacts négatifs de ces projets souvent mal préparés et mal exécutés.

Une décennie s'est écoulée depuis que la Commission mondiale des barrages reconnaissant que les projets de barrages géants 'avaient été source de pauvreté et de souffrance pour des millions [de personnes]' a élaboré des normes et directives très précises pour les futurs barrages, stipulant que les projets qui affectaient directement les peuples indigènes devaient obtenir leur consentement libre, préalable et informé.

Mais aujourd'hui, une vague d'enthousiasme resurgit pour ces grands barrages, nourrie par un lobby international très actif qui présente son industrie comme une panacée contre le changement climatique. Les leçons apprises au siècle dernier sont ignorées et les peuples indigènes du monde entier sont de nouveau laissés pour compte, leurs droits bafoués et leurs terres détruites.

Échos des campagnes

BOTSWANA

Survival appelle au boycott du tourisme

A l'occasion de la Journée mondiale du tourisme, le 27 septembre, Survival a appelé les touristes à boycotter le Botswana tant que le gouvernement n'aura pas mis fin à sa violente campagne de persécution à l'encontre des Bushmen du Kalahari. Depuis plus de huit ans, les Bushmen sont privés d'eau sur leurs propres terres et certains doivent parcourir près de 400 km pour s'approvisionner. Dans le même temps, le gouvernement fait la promotion du tourisme de luxe dans la réserve et est sur le point de délivrer à une compagnie minière la licence d'exploitation d'un gisement de diamants situé au cœur d'une communauté bushman. Les Bushmen ont intenté un nouveau procès au gouvernement.

ETHIOPIE

Une banque se retire d'un projet hydroélectrique

La Banque européenne d'investissements (BEI) a annoncé début août qu'elle ne financerait pas Gibe III, le plus grand barrage d'Afrique qui soulève une vague de protestations internationales en raison de ses impacts dévastateurs sur au moins huit peuples indigènes d'Ethiopie.

KENYA

Violente agression des Ogiek

En avril dernier, des hommes de main accompagnés de policiers ont envahi le village d'un groupe de chasseurs-cueilleurs ogiek, dans la forêt de Mau, et ont incendié et détruit leurs maisons à coups de tronçonneuse. Les Ogiek sont persuadés que cette agression a été planifiée par les puissants propriétaires terriens de la région qui convoitent leurs terres pour agrandir leurs cultures céréalières.

BRÉSIL

Appel aux candidats à la présidence

A la suite d'une importante manifestation qui a réuni plus de 600 Indiens dans l'Etat du Mato Grosso do Sul pour protester contre la spoliation de leurs terres et l'assassinat de leurs leaders, les organisations indiennes ont adressé une lettre à tous les candidats à l'élection présidentielle les exhortant, au cas où ils seraient élus, à leur restituer officiellement les territoires dont ils ont été spoliés pour faire place à des projets industriels et agropastoraux.

Manifestation contre les chercheurs d'or illégaux

Les Indiens yanomami et yekuana ont organisé une manifestation début avril dans l'Etat

du Roraima, au nord du Brésil, pour dénoncer l'invasion de leur territoire par les orpailleurs clandestins et exiger l'intervention des autorités. Survival International a, au même moment, interpellé le Rapporteur spécial des Nations-Unies sur les peuples indigènes lui demandant d'intercéder auprès du gouvernement brésilien pour qu'il prenne des mesures d'urgence visant à expulser les orpailleurs du territoire yanomami.

Restitution d'échantillons sanguins

Fin mai, cinq centres de recherche nord-américains qui conservent des échantillons de sang yanomami depuis plusieurs décennies ont accepté de répondre à la demande du gouvernement brésilien de les restituer aux Indiens. Davi Kopenawa, chamane et porte-parole yanomami a déclaré : 'Je suis très heureux que les Blancs aient maintenant compris l'importance que revêt le sang dans notre culture'.

Répression des Guarani

Plusieurs Indiens guarani ont été retenus prisonniers par des hommes de main armés à la solde des propriétaires terriens qui ont assiégé leur communauté en septembre. Survival a écrit aux autorités brésiliennes appelant à une action policière immédiate pour démanteler le siège de la communauté. Un rapport de Survival International soumis au printemps aux Nations-Unies dénonçait le haut niveau de violence exercée à l'encontre des Guarani. Les leaders indigènes qui mènent la réoccupation de leurs terres ancestrales sont systématiquement persécutés.

Agrocarburants en territoire guarani

La compagnie Shell a signé un accord de 12 milliards de dollars avec le géant brésilien Cosan pour produire des agrocarburants à partir de canne à sucre. Mais une partie des plantations est cultivée sur un territoire appartenant aux Indiens guarani. Survival a écrit à Shell dénonçant les activités de Cosan qui enfreint clairement la 'Déclaration des principes généraux commerciaux' de Shell.

Barrages destructeurs sur la Madeira

Dans une déclaration signée lors du 'Rassemblement des quatre rivières', une manifestation contre les barrages sur les rivières Madeira, Tapajos, Teles Pires et Xingu qui a eu lieu fin septembre, les Indiens ont dénoncé : 'Nous condamnons la privatisation de nos ressources naturelles qui n'apporte qu'insécurité et nuit à l'ensemble des peuples, des cultures et des savoirs qui nous entourent depuis des milliers d'années, ainsi qu'à nos forêts, nos rivières et notre socio-biodi-

versité'. Deux méga-barrages – San Antônio et Jirau –, en cours de construction sur la rivière Madeira, mettent en danger la vie d'au moins quatre groupes d'Indiens isolés, dont les Mujica Nava et les Jacareuba/Katawixi, qui vivent et chassent dans la région affectée par les barrages. C'est la compagnie française GDF Suez, détenue en partie par le gouvernement français, qui est chargée de la construction du barrage de Jirau.

Un rituel de pêche inscrit au patrimoine culturel national

Le *yákwa*, un important rituel de pêche pratiqué par les Indiens enawene nawe, officiellement reconnu début juin par le ministère brésilien de la Culture comme patrimoine culturel et historique national, risque de disparaître. Plus de 70 barrages hydroélectriques prévus sur la rivière Juruena, en amont de leur territoire, vont polluer leur rivière et ses affluents et détruire leur stock de poissons, leur unique source de protéines puisqu'ils ne consomment pas de viande. Les Enawene Nawe qui n'ont pas été consultés sur ce projet ont organisé début juillet une importante manifestation sur le site de construction de l'un de ces barrages.

Des Indiens nomades émergent de la forêt

Une certaine d'Indiens awá ont décidé de sortir de leur isolement pour manifester durant trois jours, début août, contre l'invasion de leurs terres. Pour la plupart d'entre eux, c'était la première fois qu'ils quittaient leur forêt. Les Awá sont l'un des deux groupes de chasseurs-cueilleurs nomades restants au Brésil. Plus de 60 d'entre eux n'ont aucun contact avec le monde extérieur et sont gravement menacés par les exploitants forestiers illégaux. Bien que les terres awá aient été légalement reconnues, les Indiens sont la cible des bûcherons qui percent des routes au bulldozer dans les forêts et des colons qui chassent le gibier dont ils dépendent, les exposant à la maladie et à la violence.

PARAGUAY

Au secours des Indiens isolés

Les Ayoreo ont lancé fin septembre un appel désespéré à l'opinion publique au nom des membres isolés de leur famille vivant dans une forêt convoitée par la compagnie brésilienne d'élevage Yaguarete Porá qui a acquis une partie de cette région. Les Ayoreo luttent depuis 1993 pour obtenir la reconnaissance de leurs terres ancestrales. Survival International a écrit au département paraguayen des affaires indigènes, l'exhortant à

agir d'urgence pour empêcher de nouvelles destructions de forêts.

PÉROU

Un oléoduc menace les Indiens isolés

Survival a alerté mi octobre les Nations-Unies sur le risque que représente pour les Indiens isolés l'exploitation pétrolière à grande échelle au nord de l'Amazonie péruvienne. La compagnie franco-britannique Perenco attend actuellement le feu vert du ministère péruvien de l'Energie pour construire un oléoduc de 207 km qui affectera la forêt sur 500 mètres de part et d'autre. Peu après son retour au Pérou, après onze mois d'exil politique, Alberto Pizango, leader de l'organisation indigène AIDSESP, a porté de lourdes accusations contre Perenco qui nie l'existence des Indiens isolés dans cette région.

CHILI

Grève de la faim des Mapuche

Plusieurs prisonniers mapuche sont en grève de la faim depuis bientôt trois mois. Certains d'entre eux ont cessé de manifester après avoir trouvé un accord avec le gouvernement. 14 grévistes poursuivent cependant leur mouvement en attente de réelles garanties et de preuves concrètes de la suppression par l'État chilien de l'application de la loi antiterroriste à leur encontre, de la suppression du double jugement civil et militaire, du droit à un procès juste et équitable sans recours à des témoins cachés, et de la démilitarisation des communautés en conflit territorial.

MALAISIE

Les Penan bloquent les routes

Plus de 150 Penan ont bloqué les routes au Sarawak, dans la partie malaisienne de Bornéo, début septembre, pour protester contre la destruction de leur forêt par les compagnies d'exploitation forestière et contre l'inertie du gouvernement malaisien incapable de protéger leurs terres. Les manifestants marquaient ainsi l'anniversaire des précédents barrages routiers érigés l'année dernière qui avaient gelé l'industrie forestière dans la région. Survival a exhorté le gouvernement malaisien à respecter les droits des Penan et des autres tribus du Sarawak. Elle a également appelé au printemps l'Union européenne à ne pas signer d'accord d'exploitation forestière tant que le gouvernement ne prendra pas en compte les droits des Penan. Le gouvernement norvégien a d'ailleurs exclu récemment le géant forestier malaisien Samling de son fonds de pension, pour des raisons d'éthique. La compagnie Samling

exploite les toutes dernières forêts des Penan. Fin juillet, le rapport accablant publié par une coalition d'organisations de droits de l'homme malaisiennes dénonçait les violences sexuelles perpétrées par les bûcherons sur les femmes et les jeunes filles penan.

INDE

Les Jarawa menacés par le tourisme

La survie de la tribu jarawa des Iles Andaman est menacée par des safaris humains organisés par des voyageurs locaux. Survival a demandé en juin à huit agences de voyage de cesser d'organiser des circuits touristiques qui mettent en danger les membres de cette tribu en raison de leur faible système immunitaire. Cinq compagnies ont renoncé à organiser des visites chez les Jarawa, mais les trois autres continuent de promouvoir des circuits. En dépit de la décision, en 2002, de la Cour suprême indienne qui avait ordonné la fermeture de la route qui traverse leur territoire, celle-ci reste ouverte malgré les recommandations de l'Unesco et la campagne d'envergure que mène Survival.

Victoire spectaculaire d'une tribu sur un géant minier

Les Dongria Kondh ont remporté une éclatante victoire face au géant minier britannique Vedanta Resources. Fin août, le ministère indien de l'Environnement a refusé de lui accorder une licence pour exploiter la bauxite que recèle la montagne sacrée de la tribu. Le gouvernement indien avait reçu plus de 10 000 lettres de protestation émanant des sympathisants de Survival. La situation désespérée de la tribu a même été portée à l'attention de James Cameron, le réalisateur d'*Avatar*, et les Dongria sont désormais connus comme la 'réelle tribu d'*Avatar*'. (Voir page 16)

MONDE

Le Top 5 de la honte

Survival International a marqué le jour de Christophe Colomb ou de la conquête de l'Amérique (12 octobre) en désignant dans son 'palmarès de la honte' les cinq multinationales les moins respectueuses des droits des peuples indigènes et de l'environnement qui sont :

- GDF-Suez pour la construction du barrage de Jirau en Amazonie brésilienne qui menace les Indiens isolés;
- Perenco, compagnie française, pour son projet d'exploitation pétrolière sur le territoire d'Indiens isolés au nord du Pérou;
- Samling, compagnie malaisienne, pour la destruction des forêts des chasseurs-cueilleurs penan au Sarawak, dans la partie

malaisienne de l'île de Bornéo;

- Wilderness Safaris, tour opérateur sud-africain, pour l'implantation d'un lodge touristique de luxe au cœur du territoire des Bushmen qui sont violemment réprimés par le gouvernement botswanais;
- Yaguarete Pora, compagnie brésilienne, qui détruit les forêts du Chaco paraguayen où vivent les Indiens isolés ayoreo.

Lettre ouverte au président du Botswana

30 lauréats du 'Right Livelihood Award', connu comme le 'Prix Nobel alternatif', et la Fondation Right Livelihood ont signé, début septembre, une lettre ouverte adressée au président Khama du Botswana l'exhortant à rétablir le droit fondamental des Bushmen, également lauréats du même prix, en 2005, d'accéder librement à l'eau.

'Nous, soussignés, lauréats du 'Prix Nobel alternatif', sommes très préoccupés par la situation de nos amis et co-lauréats, les Bushmen de la Réserve du Kalahari central. Sans accès à l'eau, un droit humain fondamental, ils doivent lutter pour maintenir leur mode de vie sur leurs terres ancestrales.

Tout ce que les Bushmen veulent, c'est de pouvoir utiliser un puits dont ils se servaient avant d'être illégalement expulsés de leurs terres. Le leur refuser est inexcusable.

Nous vous exhortons à rendre aux Bushmen leur accès à l'eau sur leurs propres terres et travailler avec eux à l'élaboration d'un avenir viable pour tous. Roy Sesana l'a dit : 'Nous ne sommes pas ici pour nous-mêmes. Nous sommes tous ici pour les uns et les autres et pour les enfants de nos petits-enfants'.

IBRAHIM ABDOULISH (EGYPTE), MARCOS ARAN (MEXIQUE), ANDRÁS BIRÓ (HONGRIE), CARMEL BUDIARDJO (ROYAUME-UNI), TONY CLARKE (CANADA), ERIK DAMMANN (NORVÈGE), HANS-PETER DUERR (ALLEMAGNE), SAMUEL EPSTEIN (ÉTATS-UNIS), ANWAR FAZAL (MALAISIE), FESTIVAL INTERNACIONAL DE POESÍA DE MEDELLÍN (COLOMBIE), JOHAN GALTUNG (NORVÈGE), WES JACKSON (ÉTATS-UNIS), KATARINA KRUGHONJA (CROATIE), IDA KUKLINA (RUSSIE), MANFRED MAX-NEEF (CHILI), PAT MOONEY (CANADA), ALICE TEPPER MARLIN (ÉTATS-UNIS), MOVEMENT FOR THE SURVIVAL OF THE OGOONI PEOPLE (NIGERIA), NICANOR PERLAS (PHILIPPINES), RAÚL MONTENEGRO (ARGENTINE), JUAN PABLO ORREGO (CHILI), KERALA SASTRA SAHITYA PARISHAD (INDE), RIGHT LIVELIHOOD AWARD FOUNDATION (SUÈDE), MYCLE SCHNEIDER (FRANCE), SUCWATI, WIFE OF LATE MUNIR (INDONÉSIE), HANNUMAPPA SUDARSHAN, VGKK (INDE), VESNA TERSELIĆ (CROATIE), TRIDENT PLOUGHSHARES (ROYAUME-UNI), JOHN F. CHARLEWOOD TURNER (ROYAUME-UNI), JUDIT VÁSÁRHELYI, AU NOM DE DUNA KÖR (HONGRIE), ALLA YAROSHINSKAYA (RUSSIE).

Le retour des barrages géants

‘Même si on nous offrait des millions de dollars, cet argent ne pourrait jamais garantir notre survie. On peut imprimer des billets à volonté, mais la terre, elle, ne peut être fabriquée.’

Un leader indigène protestant contre le barrage de Bakum, Sarawak



Chantier de construction d'un barrage sur le rio Juruena, au Brésil. © Survival

Barrages géants

Les définitions d'un 'barrage géant' varient, mais cette expression correspond généralement à un ouvrage de plus de 15 mètres de hauteur ou qui a une capacité de retenue dépassant les trois millions de mètres cubes. Tout grand barrage doit être spécifiquement conçu pour répondre au contexte géologique d'une zone donnée. Sa construction peut prendre des dizaines d'années (parfois plus s'il y a une importante opposition locale vis-à-vis du projet) rendant tout le processus extrêmement coûteux et imprévisible.

La construction des barrages a connu son apogée dans les années 1970, alors qu'à cette époque, selon la Commission mondiale des barrages, des ouvrages géants étaient construits au rythme d'un millier par an.

Ce boom se ralentit considérablement à la fin des années 1980 et durant la décennie suivante, principalement en raison des préoccupations grandissantes qui se faisaient jour à l'égard des impacts négatifs de ces grands ouvrages.

La Commission mondiale des barrages (WCD) créée par la Banque mondiale et l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN) pour enquêter sur les effets des barrages, vit le jour en 1998.

Le rapport de la Commission, publié en l'an 2000, concluait que '*les grands barrages avaient eu des effets dévastateurs sur les vies, les moyens d'existence, les cultures et la spiritualité des peuples indigènes et tribaux*'. La Commission recommandait que '*dans les cas où de tels projets avaient*

des conséquences sur les populations indigènes et tribales, le processus ne pouvait être lancé qu'avec leur consentement préalable, libre et informé'. Néanmoins les recommandations n'allaient pas jusqu'à reconnaître aux peuples indigènes le droit d'imposer leur veto aux projets de barrages géants prévus sur leur terre.

La Chine est maintenant devenue à elle seule le plus gros bailleur de fonds des barrages, remplaçant ainsi la Banque mondiale.

La Corporation du développement du projet des Trois Gorges en Chine, qui a construit le barrage controversé du même nom, déplaçant plus d'un million de personnes vivant autour du fleuve Yangtze, a été retenue pour construire un barrage sur les terres de la tribu penan, au Sarawak.

La plus grosse banque nationale chinoise, la Banque industrielle et commerciale de Chine, envisage de financer le projet Gibe III en Ethiopie, qui sera le plus important barrage d'Afrique et détruira les moyens d'existence d'au moins huit tribus.

En 2003, la Banque mondiale abandonna la politique de prudence qu'elle avait appliquée dans les années 1990 en cessant de financer des projets hydroélectriques, et se lança dans des investissements de projets à hauts risques et hauts rendements (tels que les barrages géants) s'engageant même à augmenter ces financements en 2009.

Selon les propres chiffres de la Banque mondiale, son portefeuille de projets hydroélectriques s'élève actuellement à 11 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de plus de 50% depuis



“Nous n’avons pas besoin de votre électricité. Elle ne nous donnera pas de la nourriture... Nous avons besoin de nos forêts pour y chasser et collecter. Nous ne voulons pas de votre barrage.”

Une femme kayapó s'adressant à un fonctionnaire, Altamira, Brésil, 1989

Le barrage de Tucuruí, dans l'Etat de Carajas est l'un des plus grands émetteurs de gaz à effet de serre du Brésil © Peter Frey/Survival

1997. La Banque africaine de développement s'est également engagée à augmenter ses investissements en 2007.

D'autres gouvernements prétendent ne plus avoir besoin d'emprunter de grosses sommes aux banques internationales de prêt. Le Brésil a fait savoir qu'il construira le barrage controversé de Belo Monte en le finançant principalement auprès de la banque nationale brésilienne de développement (BNDES) ainsi qu'auprès du secteur public. Le gouvernement chinois a financé la majorité des barrages construits en Chine, ce qui représente pratiquement la moitié du montant total.

L'association internationale de l'hydroélectricité (IHA) créée sous l'égide de l'Unesco, est la plus grande organisation de lobbying pour l'industrie des barrages. L'IHA, se prépare à élaborer ses propres 'critères d'évaluation' : le Protocole pour le développement et la gestion durables des aménagements hydroélectriques (créé

en coopération avec WWF et Nature Conservancy).

Ce Protocole ne fixe aucune norme minimale pour la construction de barrages. En revanche, il attribue une note, de un à cinq, à certains aspects des projets proposés. Ainsi, une mauvaise note pour la

'qualité du processus de gestion de la planification vis-à-vis des problèmes, risques et opportunités liés aux peuples indigènes', pourra être compensée par une bonne note sur la 'transparence et le côté concurrentiel des processus d'appels d'offres dans la passation des contrats'.

Guyana

Les Akawaio et les Arekuna - barrage du haut Mazaruni

Le ministre de l'Energie du Guyana convoqua en 1973 cinq chefs de la tribu akawaio pour leur annoncer que leurs communautés allaient être englouties sous les eaux d'un barrage hydroélectrique sur le fleuve Mazaruni et qu'ils n'avaient pas d'autre choix que d'accepter.

L'un des leaders refusa, mais les quatre autres signèrent un accord au nom de leurs communautés. Lorsque les Akawaio apprirent ce qui s'était passé, ils furent scandalisés et en un mois tous ces accords, sauf un, furent annulés.

Le barrage sur le Mazaruni fut abandonné suite à une campagne internationale d'envergure menée par les Akawaio et Survival.

Aujourd'hui, le gouvernement du Guyana est sur le point d'approuver un nouveau projet de barrage sur la partie supérieure du Mazaruni, très semblable à celui des années 1970. Si le barrage est construit, des milliers d'Indiens, y compris les Akawaio et les Arekuna, perdront leurs moyens d'existence et leurs terres, devenant ainsi des réfugiés dans leur propre pays.

Les barrages géants : un problème?

Trop d'eau, pas assez d'eau

La construction de la retenue d'un barrage implique l'inondation d'un immense territoire, submergeant récoltes, forêts, habitat et forçant le déplacement de communautés entières.

De nombreux peuples indigènes ont dû quitter leur terre envahie par la retenue du barrage de Bakum, au Sarawak, qui recouvre une surface à peu près équivalente à celle de Singapour.

En Inde, la retenue du barrage de Sardar Sarovar sur la Narmada entraîna l'éviction de milliers de familles dont beaucoup étaient indigènes. En dépit des strictes recommandations de la Banque mondiale – qui avait en partie financé le barrage – selon lesquelles toute personne déplacée devait être relocalisée sur des terres comparables, les gouvernements locaux choisirent de dédommager financièrement un grand nombre de personnes ou leur offrirent des terres infertiles et inutilisables. Le résultat fut le dénuement et la dépendance.

En 1985, Survival déposa une plainte auprès de l'Organisation internationale du travail (OIT) à propos de Sardar Sarovar. L'OIT appuya la réclamation et enjoignit au gouvernement indien de réviser son programme de relocalisation afin de se conformer à la Convention 107 de l'OIT sur les droits des peuples indigènes (précédant la Convention 169) que l'Inde avait ratifiée. Le gouvernement refusa de prendre en compte les préoccupations de Survival et depuis lors la vie des

peuples indigènes affectés par le barrage de Sardar Sarovar est devenue un enfer.

La création de ces retenues entraîne également la réduction de l'écoulement des eaux en aval du barrage, modifiant ainsi les régimes d'inondation des rivières. A certaines saisons, des modifications profondes de leur cours peuvent menacer la sécurité alimentaire des communautés qui vivent en aval.

Pour augmenter au maximum la production d'électricité, il n'est pas rare de construire une série de barrages sur une seule rivière. Ces barrages multiples peuvent accroître les problèmes, mais on ne procède pas toujours à des évaluations d'impacts cumulatifs avant le début de la construction. (Les barrages Gibe en Ethiopie et du Juruena au Brésil en sont deux exemples actuels.)

Ethiopie

Les tribus de la vallée de l'Omo - barrage Gibe III

Le gouvernement éthiopien est en train de construire le barrage Gibe III sur le fleuve Omo. Il sera le plus grand ouvrage hydroélectrique d'Afrique. Il fait partie d'une série de cinq barrages dont deux, Gibe I et II, ont déjà été construits.

Les tribus de la vallée inférieure de l'Omo dépendent étroitement du fleuve pour assurer leur survie dans un environnement extrêmement hostile. Au cours de la crue annuelle, le dépôt de limons fertiles le long de ses rives permet aux tribus indigènes riveraines de produire des cultures vivrières vitales. Certaines tribus y font paître leur bétail, car, durant une grande partie de l'année, il y a peu d'herbe ailleurs. Les chasseurs-cueilleurs kwegu pêchent aussi dans le fleuve.

Les constructeurs du barrage disent qu'ils vont libérer l'eau pour créer une 'zone d'inondation artificielle', mais ceci ne peut prétendre remplacer une crue naturelle et déposer suffisamment de riches limons pour permettre aux tribus de survivre jusqu'à la prochaine crue. Et même si cela était possible, la vie des tribus de la vallée de l'Omo resterait entre les mains des exploitants du barrage, eux-mêmes soumis à de fortes pressions afin de maximiser la rentabilité de l'ouvrage en réduisant ou en arrêtant totalement la crue artificielle, particulièrement durant les périodes de sécheresse.

La construction du barrage Gibe III a démarré en 2006, avant même son approbation par l'agence éthiopienne de l'environnement. La majorité des tribus vivant en aval n'ont pas été consultées, n'ont pas accès à des conseils indépendants et peuvent difficilement imaginer comment le barrage affectera leur vie. Le gouvernement éthiopien a démantelé plusieurs associations communautaires régionales en 2009, rendant pratiquement impossible pour les tribus de partager l'information ou discuter du barrage.

Le gouvernement éthiopien prévoit d'utiliser les eaux de retenue de Gibe III pour irriguer de vastes étendues de terres tribales dans la vallée inférieure de l'Omo destinées à être louées à des investisseurs étrangers pour des cultures commerciales, y compris des agrocarburants. Les tribus n'ont pas été consultées sur cette mainmise de leurs terres, qui est en violation flagrante de la Constitution éthiopienne et de la Déclaration des Nations-Unies sur les droits des peuples indigènes, que l'Ethiopie a signée.

Le barrage Gibe III et la confiscation inhérente des terres, risquent d'affecter si gravement la sécurité alimentaire des tribus riveraines largement auto-suffisantes qu'elles devront, pour survivre, devenir tributaires de l'aide alimentaire.



Un membre de la tribu karo et sa femme devant la rivière Omo, leur unique salut dans les terres arides d'Ethiopie © Eric Lafforgue

Barrages et maladies

La retenue des barrages est un parfait terrain de reproduction pour les vecteurs de maladies, tels que les moustiques porteurs de paludisme et les mollusques porteurs de bilharziose. Les cas de paludisme dans les zones de barrage sont systématiquement plus nombreux après le remplissage de la retenue. L'afflux important d'ouvriers de construction et d'opération des barrages a de graves répercussions sur les peuples indigènes, car ces personnes sont porteuses de maladies qui peuvent leur être complètement inconnues et les décimer.

Poissons

En modifiant le cours d'une rivière, on modifie également les comportements des poissons qui y vivent et qui représentent la plus importante source de protéines pour un grand nombre de peuples indigènes. De nos jours, la plupart des barrages modernes sont équipés 'd'échelles à poissons' qui leur permettent de remonter le courant. Cependant cet équipement n'est pas toujours obligatoire et il arrive souvent qu'il ne soit pas installé ou qu'il soit mal conçu.

Plus de 70 petits barrages hydroélec-

triques sont actuellement en construction sur le cours supérieur de la rivière Juruena, dans l'Etat amazonien du Mato Grosso au Brésil. La tribu des Enawene Nawe, peu nombreuse, leur oppose une résistance farouche. En 2009 et 2010, durant leur



Un enfant enawene nawe montre un poisson qui a été boucané au bord de la rivière © Survival

saison annuelle de pêche, les Enawene Nawe n'ont pu capturer aucun poisson - un véritable désastre pour une tribu qui ne consomme pas de viande. De ce fait, ils n'ont pu organiser leur plus importante cérémonie - *yākwā* - au cours de laquelle il est procédé à un échange rituel de poissons avec les esprits. Les autorités brésiliennes ont dû leur faire parvenir une aide alimentaire d'urgence sous forme de pois-

sons d'élevage.

Aux Etats-Unis, deux barrages construits en 1913 et 1927 sur le territoire de la tribu elwha kallam eurent des effets désastreux sur les saumons de la rivière, qui tiennent une place importante, non seulement dans la cosmogonie des Elwha Klallam mais aussi dans leur nourriture quotidienne. À la fin du XX^e siècle, les autorités acceptèrent de reconnaître les dommages causés par ces barrages et un très ambitieux programme de démantèlement a été programmé pour 2012.

Les retenues de barrages affectent profondément l'environnement des communautés qui vivent en amont. Bien que les promoteurs de barrages répètent régulièrement que les retenues constituent un environnement extrêmement bien adapté à l'élevage du poisson, le matériel nécessaire pour le capturer (comparé à celui qui est utilisé dans une rivière étroite mais aux eaux rapides) peut nécessiter une mise de fonds qui va bien au delà des moyens des peuples indigènes, accroissant ainsi la possibilité que leurs ressources naturelles se retrouvent entre les mains d'étrangers entreprenants plutôt que dans celles de ceux qui les ont protégées durant des générations.

Pourquoi les peuples indigènes sont-ils les plus touchés?

Les impacts négatifs des barrages hydroélectriques géants peuvent être profonds et irréversibles et ce sont le plus souvent les peuples indigènes qui en sont les plus sévèrement affectés. La rupture des liens sociaux et culturels entre un peuple et sa terre peut très rapidement mener à la dissolution même du groupe.

En Inde, d'après les propres statistiques gouvernementales, 40% au moins des personnes déplacées dans le cadre de projets de développement (dont les barrages géants) sont des peuples indigènes, bien qu'ils ne représentent qu'à peine 8% de la population du pays. Aux Philippines, pratiquement tous les grands barrages sont construits ou planifiés sur les terres de peuples indigènes qui pourtant ne représentent que 10% de la population totale.

Peuples invisibles, territoires non reconnus

Dans de nombreux pays du monde, les données précises sur les peuples indigènes n'existent tout simplement pas, rendant difficile la tâche des planificateurs chargés d'effectuer une évaluation satisfaisante de l'impact d'un futur barrage. Le problème est encore aggravé par la tendance endémique des constructeurs de barrages à franchement sous-estimer le nombre de personnes qui seront affectées par leur projet. Plus de 60% des déplacements de populations approuvés par la Banque mondiale sont liés à des projets de barrage et une étude de la Banque sur les projets qu'elle a menés durant ces dix dernières années montre que le nombre de personnes réellement déplacées est de 47% plus élevé que les estimations initiales.

Les promoteurs et les constructeurs de grands barrages ont de tout temps été incapables de percevoir le savoir-faire des peuples indigènes vis-à-vis de leur envi-

ronnement et combien ils en dépendent pour tout. Des terres considérées comme non cultivées par les autorités peuvent être enregistrées comme sous-utilisées ou, dans le cas de populations nomades, non occupées. (C'est le cas d'une grande partie des pâturages des tribus de la vallée de l'Omo, en Ethiopie, ou du barrage de Bafing au Mali où les terres en jachère des villageois, indispensables à leur système agricole, n'ont pas été reconnues.)

Si les territoires indigènes, y compris les territoires de chasse et de cueillette, ne sont pas délimités et reconnus dès les premières étapes d'un projet de barrage, les auteurs du projet n'auront aucune idée de l'étendue de leur destruction.

“Vous nous demandez si nous possédons la terre et vous vous moquez de nous en demandant 'Où est votre titre de propriété?' Quelle arrogance de prétendre posséder la terre! Comment pouvez-vous posséder ce qui vous survivra?

Macliing Dulag, leader indigène philippin assassiné, le 24 avril 1980, pour avoir mené la résistance contre le barrage de Chico.

Des dédommagements pour la perte de terre ou des moyens de subsistance sont souvent prévus mais ils sont uniquement versés à ceux qui possèdent un titre légal de propriété sur la terre en question. La plupart des peuples indigènes n'y ont pas droit, car de nombreux gouvernements refusent de reconnaître leurs droits collectifs de propriété sur leur terres.

Sur 300 familles du village tribal de Manibeli, inondé par le barrage de Sardar Sarovar, seules 45 se sont vu offrir des dédommagements et des forfaits de relocalisation pour leurs pertes.

Les autres familles qui n'avaient pas de titres de propriété, et qui pourtant avaient

vécu dans cet endroit depuis des générations, n'y eurent pas droit.

Lorsque des peuples indigènes reçoivent des dédommagements, ils sont souvent fixés arbitrairement par des fonctionnaires étrangers à leur situation. Comme nombre de leaders indigènes l'ont répété, aucun dédommagement ne pourra compenser la perte de la terre.

Pas de voix, pas de consultation

Bien que la plupart des promoteurs de barrages prétendent consulter les populations affectées, ce processus est rarement adapté à la situation des peuples indigènes. Les obstacles principaux, y compris la barrière linguistique ou bien la non reconnaissance des besoins et des valeurs spécifiques d'un groupe indigène ont tendance à entraîner une démarche symbolique plutôt qu'un véritable dialogue.

Les consultations peuvent également commencer alors que le projet est déjà lancé et que de considérables financements ont déjà été engagés dans le barrage. La construction du barrage Gibe III était déjà en cours lorsque les premières populations concernées par ce projet en ont eu connaissance (voir l'encadré sur les peuples de la vallée de l'Omo, p. 8) et les Penan ont simplement été avertis qu'ils devraient se déplacer pour laisser place au barrage de Murum (voir l'encadré sur les Penan, p. 13).

Les experts appliquent généralement un schéma inapproprié dans lequel les 'leaders' sont supposés parler au nom de toute leur communauté (voir l'encadré sur les Akawaio et les Arekuna, p. 7). Des mesures inadéquates de consultation sont la porte ouverte à la corruption, donnant la possibilité de soudoier à quelques individus-clés peu scrupuleux de déterminer l'avenir de communautés entières.

Au Bangladesh, environ 100 000 Jumma



Les Enawene Nawe célèbrant le yākwa, leur rituel annuel lié aux poissons qu'ils pêchent dans les affluents de la rivière Juruena © Survival

ont perdu leur habitat et plus de la moitié de leur meilleure terre cultivable dans la région des Chittagong Hill Tracts, à cause du barrage hydroélectrique de Kaptai, financé par l'agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID). Dépourvus de terres et de maisons, 40 000 Jumma ont été forcés de s'installer en Inde, de l'autre côté de la frontière.

Une fois le barrage terminé, le gouvernement fit venir des centaines de milliers de Bengalis sans terre et leur distribua les meilleures terres restantes. Ces nouveaux colons, disposant d'armes, sont appuyés par l'armée qui fait assaut de violences contre les Jumma. La plupart des membres de la tribu qui ont été expulsés par le barrage de Kaptai vivent encore en Inde, et ne

sont reconnus par aucun des deux Etats. Ceux qui étaient restés ou qui sont revenus sur leurs terres sont de nouveau menacés par un second barrage pour lequel, selon certaines sources, le Bangladesh a demandé l'assistance des Etats-Unis. Aucune tentative n'a été faite pour informer ou consulter le peuple jumma sur ce projet.

Brésil

Indiens isolés - barrages Jirau et San Antonio

Le 'Programme de croissance accélérée' (PAC) du gouvernement brésilien vise à faire de l'Amazonie une source d'énergie majeure pour le pays et la région. Une partie de ce programme comprend la construction des barrages Jirau et San Antonio sur la rivière Madeira, l'un des plus importants affluents de l'Amazonie. Le PAC ouvrira à des fins industrielles 4300 km de voies navigables permettant le transport rapide du bois, du soja et des minerais vers les ports de l'Atlantique et du Pacifique.

Plusieurs groupes d'Indiens isolés vivent près des sites retenus pour les barrages. Le gouvernement n'a ni cartographié ni ratifié leurs territoires.

Les routes menant aux barrages vont faciliter l'arrivée massive d'étrangers (et de leurs maladies) qui ouvriront d'autres routes à travers les forêts de ces tribus isolées pour coloniser la région. L'accès de ces zones forestières deviendra d'autant plus facile pour les braconniers qui détruisent les ressources vitales de ces Indiens isolés.

Le département des affaires indigènes brésiliennes a réuni des preuves attestant que le bruit de la construction des ouvrages a obligé ces tribus isolées à fuir loin de leurs terres situées à proximité du chantier, pour s'en-

foncer dans un territoire où des mineurs opèrent illégalement et où la malaria et l'hépatite sont très répandues. Ces tribus isolées sont extrêmement vulnérables aux maladies dont sont porteurs les étrangers et contre lesquelles ils ne sont, le plus souvent, pas immunisés. Les contacts peuvent être mortels; dans le passé, des groupes entiers ont ainsi été décimés.

L'eau stagnante de ces retenues est un parfait lieu de reproduction pour les larves de moustiques porteurs de malaria, ce qui peut entraîner de véritables épidémies.

D'autres groupes indiens ayant des contacts plus réguliers avec le monde extérieur seront également affectés par les barrages de la rivière Madeira. Ils n'ont pas été correctement consultés sur ces ouvrages avant que ne commencent les travaux, alors même que le Brésil a ratifié la Convention 169 de l'OIT qui garantit le droit des peuples indigènes à être dûment consultés sur de tels projets.

Domingos Parintintin, de la tribu des Parintintin qui sera affectée par ces barrages, a déclaré : 'Nous espérons que ce projet sera stoppé, car ce sont nos enfants qui vont en souffrir. Il n'y aura plus assez de poissons à pêcher, plus assez de gibier à chasser'.

Les liens culturels à la terre et à l'eau

Les liens étroits qui unissent les peuples indigènes à leur terre influencent la structure et la cohésion de leurs sociétés, habitées par les esprits de leurs ancêtres. Pour la plupart d'entre eux, la terre leur apporte tous les aspects physiques et spirituels de la vie.

Les peuples indigènes qui sont dépossédés de leur terre (que ce soit par expulsion ou par sa destruction même), succombent très souvent à l'alcoolisme et à la dépression. La perte de leur terre, de leur mode de vie et de leurs moyens de subsistance, poussent certains d'entre eux au suicide devant la désintégration de leur société. Le taux de suicide des peuples indigènes dépossédés de leur terre est fréquemment plus élevé que la moyenne nationale. Au Canada, le taux de suicide des Indiens est dix fois plus élevé que celui du reste de la population (pour plus d'information à ce sujet, lire le rapport : 'Le progrès peut tuer' in *Les Nouvelles de Survival*, n°66, janvier 2008).

Energie verte?

“Tout le monde devrait savoir ce qui nous arrive, vous devriez comprendre que détruire les forêts et les peuples indigènes, c’est détruire le monde entier.”

Les leaders indiens Bet Kamati Kayapó, Raoni Kayapó et Yakareti Juruna, protestant contre le barrage de Belo Monte, Brésil, 2010

Les constructeurs de barrages promeuvent leur produit comme une source bon marché d'énergie renouvelable et durable. D'après une brochure de 1994 du département américain de l'Energie, les

accueilli ce discours 'vert' à bras ouverts, en augmentant pour le siècle à venir leurs investissements dans les barrages hydro-électriques, qualifiant à tout propos ces projets de 'durables'.

Le 'Mécanisme de développement propre' des Nations-Unies (MDP) per-

mits générés par les dits projets afin de compenser le taux excessif de leurs propres émissions.

Selon CMD Watch (observateur des projets MDP), plus d'un tiers des projets enregistrés auprès du MDP en 2008 étaient des projets hydroélectriques, faisant de ce type d'ouvrage celui qui rapporte le plus de crédits carbone.

L'organisation International Rivers et CMD Watch font pression sur les Nations-Unies pour supprimer les projets de barrage hydro-électrique du système de crédits carbone, tandis que l'Association internationale d'énergie hydraulique fait pression pour élargir les critères d'acceptation des barrages.

La compagnie Malaysia-China Hydro qui a construit le barrage de Bakun au Sarawak, l'a qualifié 'd'avenir de la Malaisie en énergie propre'. Le barrage a entraîné le déplacement de milliers d'autochtones, les privant de leur terre et de la sécurité

qu'elle leur apportait.

Les barrages sont souvent construits pour répondre aux besoins énergétiques de l'industrialisation à grande échelle d'une région. Les barrages du Sarawak vont permettre l'industrialisation de terres appartenant aux peuples indigènes de l'Etat, en dépit du fait qu'ils n'aient pas donné leur consentement.

Le barrage de Belo Monte, sur le fleu-

ve Xingu au Brésil va fournir de l'électricité bon marché aux industries minières et sidérurgiques de la région. Pendant ce temps, le Congrès brésilien est en train de débattre sur la question d'ouvrir ou non les territoires indigènes à l'exploitation minière à grande échelle, ce qui suscite la forte opposition de nombreuses communautés.

S'il est construit, le barrage de Belo Monte sera le troisième plus grand au monde. Il inondera des zones très étendues, causera des dégâts énormes à la forêt primaire et réduira les stocks de poissons dont dépendent des groupes indiens tels que les Kayapó, les Arara, les Juruna, les Araweté, les Xikrin, les Asurini et les Parakanã.

Certaines études indiquent que l'énergie hydraulique peut être plus polluante que les centrales combustibles fossiles de puissance équivalente. Le problème réside dans la biomasse contenue dans les lacs artificiels. Lorsque les terrains sont inondés, de grandes quantités de matières organiques se retrouvent coincées sous les flots. La biomasse est ensuite constamment renouvelée par de nouveaux apports. En zone tropicale, dans l'eau tiède des bassins de retenue, cette matière se décompose en émettant du méthane et du dioxyde de carbone, deux gaz à effet de serre. Le plus préoccupant est le méthane qui a un impact sur le réchauffement climatique plus de vingt fois supérieur à celui du CO2 sur une période de cent ans.

Electronorte, filiale d'Electrobras, la compagnie nationale brésilienne d'électricité, a, dans les années 1980, construit le barrage de Tucuruí pour fournir en énergie l'énorme projet d'exploitation minière, de fonderies et de développement de Carajás, dans l'Etat du Pará. D'après l'Institut national de recherches amazoniennes (INPA), ce barrage est actuellement responsable d'un sixième des émissions de gaz à effet de serre au Brésil.

Il est également responsable du déplacement de plusieurs groupes indiens et

de la destruction des stocks de poissons d'autres groupes. Le WWF a calculé qu'après la construction du barrage, les prises de pêche avaient chuté de 60%. Electronorte déclare que sa production d'énergie hydroélectrique ne dégage 'aucune pollution'.

Des problèmes tels que la baisse du

niveau des eaux fluviales, l'envasement de la retenue et le changement climatique font qu'il n'est pas rare que ces barrages hydroélectriques produisent beaucoup moins d'électricité que ses développeurs ne l'annonçaient initialement; ce qui jette un sérieux doute sur le label 'vert' qui leur est accordé.

Malaisie

Les Penan du Sarawak - barrage Murum

'Nous ne sommes pas comme les gens des villes, qui ont de l'argent et peuvent acheter des choses. Si nous perdons tout ce que la forêt nous apporte, nous mourrons.'

En 2008, des documents secrets révélèrent le projet du gouvernement de l'Etat du Sarawak de créer douze nouveaux barrages hydroélectriques. Le premier de ces barrages, sur la rivière Murum, est déjà achevé à plus de 30%.

Le Sarawak, la partie malaisienne de l'île de Bornéo, abrite de nombreux peuples indigènes, dont la tribu des chasseurs-cueilleurs penan. Les Penan d'au moins six villages ont été informés qu'ils devront être déplacés pour faire place au barrage de Murum et à son lac de retenue. Un millier de Penan sont menacés de perdre leurs terres.

Lorsqu'en 2009 des représentants penan voulurent remettre au Premier ministre du Sarawak une requête contre le barrage, ils furent arrêtés. Dans cette déclaration qui s'adressait aux autorités, les

Penan dénonçaient : 'Nous vous faisons part de la douleur profonde qui frappe le cœur de tous les habitants des villages penan... en raison de l'extrême préoccupation pour nos vies qui nous ronge depuis le début de la construction du barrage Murum. Si la construction de ce barrage continue, nos terres traditionnelles seront englouties par les eaux ainsi que nos villages... La forêt et les ressources qui soutiennent notre vie seront anéanties'.

La Commission des droits de l'homme malaisienne a enquêté sur le projet de barrage de Murum et a conclu que les Penan

n'avaient pas été dûment consultés et que leurs avis n'avaient pas été pris en compte au cours de la phase de planification du barrage.

Les Penan n'ont reçu aucune information officielle sur l'impact du barrage ou en ce qui concerne d'éventuels indemnisations ou programmes de réinstallation. Malgré cela, certains Penan sont déjà au courant

de ce que signifie un tel déplacement, après avoir observé les difficultés rencontrées par d'autres Penan qui ont été réinstallés pour faire place au barrage Bakun. Ces Penan qui ne disposent que de très petites parcelles sur lesquelles cultiver, n'ont plus la possibilité de chasser ou de cueillir. On leur avait promis l'électricité et l'eau courante dans leurs nouvelles maisons, mais peu de perspectives économiques, c'est pourquoi il leur est difficile de

réunir suffisamment d'argent pour en payer les factures.

Le barrage de Bakun fournira beaucoup plus d'énergie que le Sarawak n'a besoin, et les projets de transport d'électricité jusqu'à la Malaisie continentale ont été mis à l'écart. Les douze nouveaux barrages sont inutiles, mais faciliteront le développement du 'corridor de l'énergie renouvelable du Sarawak' impliquant l'exploitation du pétrole, du bois, de l'aluminium et de palmiers à huile sur l'île et, à terme, de nouvelles menaces sur les terres indigènes du Sarawak.

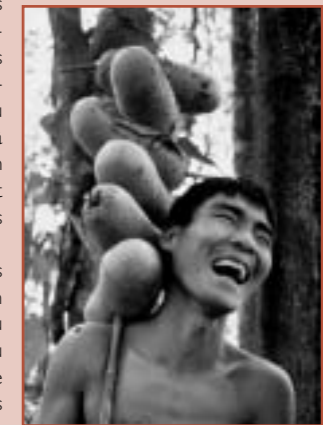


Les Enawene Nawe ont envahi et détruit le site de construction du barrage Telegrafica en 2008
© 24horasnews.com.br

centrales hydroélectriques ne produisent aucun dioxyde de carbone'. L'association internationale d'énergie hydraulique a qualifié ainsi cette source d'énergie comme étant 'la plus propre et la plus fiable'.

Des institutions financières internationales telles que la Banque mondiale et la Banque européenne d'investissement ont

met à tous les pays du monde de gagner des 'crédits carbone' soit en réduisant leurs émissions soit en les évitant. Les pays ayant des niveaux d'émissions de gaz à effet de serre peu élevés, peuvent ainsi attirer des investissements dans des projets de développement 'vert' et les pays très pollués peuvent racheter les cré-



Penan récoltant des jacquiers, Sarawak
© Andy Rain/Survival

Droit et illégalité



Les Enawene Nawe érigent leurs propres barrages pour capturer les poissons lorsque les eaux des rivières sont hautes © Survival

Parmi les populations les plus marginalisées et sous-représentées du monde, les peuples indigènes sont ceux qui ont le moins la possibilité de protester lorsque des projets se passent mal ou que leurs droits sont ignorés et bafoués.

Les gouvernements de nombreux pays, y compris ceux de la majorité des pays africains, ne considèrent pas les peuples indigènes ou tribaux comme distincts. Sans cette reconnaissance et en corollaire, sans protection juridique, il est plus facile pour les compagnies internationales de construction de barrages de contourner leurs droits et d'opérer sur leur terre en toute impunité.

Même dans les pays dont les lois protègent les peuples indigènes, comme c'est le cas dans plusieurs Etats d'Amérique du Sud, leurs droits sont souvent bafoués (voir l'encadré sur les peuples isolés, p. 11).

Le corpus d'instruments internationaux garantissant les droits de ces peuples par-delà les législations nationales se renforce. Cependant la plupart des pays refusent encore de ratifier le seul texte international consacré aux peuples indigènes : la Convention 169 de l'OIT.

Sous la pression constante des peuples indigènes et des organisations non gouvernementales, dont Survival, de nombreuses institutions financières importantes, telles que la Banque mondiale et

“Nous ne pouvons plus arpenter nos forêts à la recherche de gibier... Depuis des années, les lois et les politiques gouvernementales ont toujours présenté la Cordillera comme une zone de ressources pour les industries extractives..., les barrages hydroélectriques et autres projets énergétiques. Nous nous opposons à ces programmes et à ces politiques, car c'est notre existence même qu'elles menacent.”

Alliance des peuples de la Cordillera, Philippines

la Banque africaine de développement, ont élaboré leurs propres directives pour traiter des questions relatives aux peuples indigènes. Il existe aussi des directives internationales pour les compagnies privées, et le rapporteur spécial des Nations-Unies sur le monde des affaires et les droits de l'homme a bien spécifié que le devoir de toute compagnie de respecter les droits des peuples indigènes, existe indépendamment du devoir qu'a tout gouvernement de garantir ces droits.

L'élaboration de normes et de directives n'est qu'une partie du processus, garantir leur respect en est une autre.

Recommandations

- Tout projet de barrage hydroélectrique sur les terres de peuples indigènes devrait être suspendu tant qu'il n'aura pas obtenu leur consentement libre, préalable et informé.

- Aucun nouveau projet de barrage hydroélectrique ne devrait être entrepris s'il affecte les territoires de peuples indigènes à moins, et jusqu'à ce, que leurs droits collectifs de propriété foncière aient été reconnus, qu'ils aient dûment été consultés de façon indépendante et qu'ils aient librement donné leur consentement.

- Dans le cas des tribus isolées ou non contactées, où la consultation n'est pas possible, il ne devrait pas y avoir de projet de construction de barrages hydroélectriques sur leur territoire.

- Lorsque les projets hydroélectriques sont conçus pour fournir l'énergie à l'industrie et aux projets agricoles à grande échelle, les peuples indigènes concernés devraient être pleinement consultés et devraient pouvoir donner leur consentement libre, préalable et informé au programme d'industrialisation avant que le projet de barrage hydroélectrique ne soit approuvé.

- Les compagnies et les investisseurs financiers ne devraient s'impliquer dans un projet de barrage hydroélectrique que s'ils sont convaincus que ce projet bénéficie du consensus préalable et unanime des peuples indigènes sur qui il aura une incidence et que leurs droits fonciers aient été reconnus.

Les barrages qui menacent

PAYS	PEUPLES AFFECTÉS	BARRAGES	PRINCIPALES MENACES	FINANCEMENT	MAÎTRES D'ŒUVRE
Brésil	Enawene Nawe, Nambiquara, Erikbatsa, Pareci, Myky, Arara, Cinta Larga	Complexes hydroélectriques des rios Juruena et Aripuanã	Épuisement du stock de poissons, dégradation de l'environnement, pollution de l'eau	Banque nationale brésilienne de développement (BNDES), Groupe Maggi (Brésil)	Maggi Energia, Juruena Participações et autres
Brésil	Indiens isolés, Karitiana, Karipuna, Uru-eu-Wau-Wau, Katawixi	Barrage du rio Madeira dont Jirau et San Antônio	Privation de terres, maladies	Banque nationale brésilienne de développement (BNDES), Banque Banif (Portugal) via le Fonds d'investissement énergétique amazonien (FIP)	GDF-Suez (France), Voith Hydro (Allemagne), Odebrecht (Brésil), Andritz (Autriche)
Brésil	Kayapó, Arara, Juruena, Araweté, Xikrin, Asurini, Parakanã, Indiens isolés	Belo Monte	Privation de terres et de sécurité alimentaire, maladies, dégradation de l'environnement	Banque nationale brésilienne de développement (BNDES), (environ 80%), Fonds de pension de l'Etat, investisseurs privés	Norte Energia (Brésil), consortium de 9 compagnies dont Chesf et Queiroz Galvão
Canada	Imnu	Bas Churchill	Les négociations ont abouti à la signature par les leaders innu d'un accord en faveur du projet Churchill à condition que leurs droits de chasse et de propriété territoriale soient respectés. Cet accord doit prochainement être voté par tous les membres de la communauté	Gouvernement canadien	Newfoundland Labrador Hydro (Canada)
Ethiopie	Hamar, Dassenach, Karo, Kwegu, Mursi, Nyangatom, Bodi, Turkana	Gilgel Gibe III	Privation de terres et de sécurité alimentaire	Sources non confirmées, bailleurs potentiels : gouvernement italien, Banque nationale chinoise (CBC), Banque mondiale	Compagnie Dongfang (Chine) Salini Costruttori (Italie), Harsco Corporation (Etats-Unis)
Guyana	Akawaio, Arekuna	Haut Mazaruni	Déplacements de population, privation de terres	Probablement Electrobrás (Brésil), Andrade Gutierrez (Brésil), Rusal (Russie)	Non confirmé
Malaisie	Penan	Murum et autres	Déplacements de population pour faire place à la retenue du barrage, privation de terres	Gouvernement malaisien	Compagnie des Trois Gorges (Chine) Sarawak Energy (Malaisie)
Pérou	Ashaninka	Pakitzapango et autres	Dépossession territoriale, maladies, désintégration culturelle	Pressentie : Banque nationale brésilienne de développement (BNDES)	Eletrobrás (Brésil), Odebrecht (Brésil), Pakitzapango Energia SAC (Pérou)

David contre Goliath

Les 8 000 Dongria Kondh, une des tribus les plus vulnérables d'Inde, sont parvenus à écarter la menace que représentaient les intérêts commerciaux du gouvernement de l'Etat d'Odisha et de Vedanta Resources, une des compagnies les plus puissantes sur la scène internationale. Ils ont ainsi illustré le nom qu'ils se donnent - Jharnia - protecteurs des abondantes rivières qui s'écoulaient sur leur terre vallonnée.

Quand j'ai rencontré la tribu pour la première fois, l'histoire était bien différente. Le projet d'une vaste mine à ciel ouvert menaçait de détruire les forêts, de briser les cours d'eau et d'annoncer la fin des Dongria Kondh en tant que peuple distinct. Cela semblait inéluctable. Les personnes les plus proches des Dongria, qui

Survival International. C'est pourquoi j'ai promis qu'une fois de retour en Europe, nous raconterions l'histoire des Dongria à tous ceux qui nous écouteront.

Une lutte méconnue

Lorsque Survival a lancé cette campagne, la compagnie Vedanta Resources était pratiquement inconnue en Europe, en dehors des cercles financiers. Les Dongria Kondh étaient également largement méconnus. Nos premières tentatives pour porter leur message semblaient vouées à l'échec. Pour la plupart des investisseurs de l'entreprise Vedanta le risque financier semblait faible et la tragédie humaine lointaine. Ou pire, sans importance.

Les risques encourus par les Dongria étaient si graves que nous décidions de déposer une plainte officielle au gouvernement britannique selon les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Anil Agarwal, le milliardaire indien propriétaire de Vedanta, avait coté son entreprise de portage salarial à la bourse de Londres dans le but de profiter des opportunités financières qui lui étaient ainsi offertes, mais il semblait refuser de se soumettre aux règles qui allaient avec.

Vedanta, pour sa part, rejeta la décision du gouvernement britannique et lui conseilla vivement d'abandonner la question. Tout au long des démarches qui se sont étendues sur une année entière, Vedanta refusa systématiquement de rencontrer les représentants de Survival et du gouvernement britannique.

Cependant, certains actionnaires de Vedanta prenaient beaucoup plus au sérieux la décision du gouvernement britannique. Après avoir rencontré plusieurs fois Survival, visité la raffinerie de Vedanta et dialogué avec les Dongria, l'Eglise d'Angleterre a vendu la totalité de ses parts dans Vedanta. D'autres firent de même, et désormais plus de 100 millions de dollars de parts de Vedanta ont été vendues par des actionnaires du monde

habitent aux alentours et les soutiennent depuis des années, nous avaient confié qu'elles-mêmes n'osaient pas espérer que la construction de la mine puisse réellement être suspendue.

Mais les Dongria étaient déterminés. Un homme m'avait dit : « Si vous êtes là pour aider, c'est bien. Faites savoir qu'il faut nous aider, nous les Dongria Kondh, parce que nous ne pouvons pas quitter notre Niyamgiri ! »

Transmettre la parole des peuples indigènes, depuis leurs terres jusqu'au reste du monde, fait partie des missions de

Jo Woodman, chargée de campagne au siège de Survival, revient sur la stupéfiante victoire remportée en août dernier par les Dongria Kondh, sur un géant minier.



Les Dongria Kondh ont érigé des barrages sur les routes pour manifester contre le projet minier de Vedanta. © Survival

entier pour protester contre le non respect des droits de l'homme et le mépris des questions environnementales.

Plus récemment, Aviva Investments, une des compagnies d'assurances les plus importantes au monde, s'indigna de l'attitude de Vedanta et vota le remplacement d'un des directeurs de l'entreprise. Aviva déclare avoir agi ainsi en réaction au mépris affiché par Vedanta envers la décision du gouvernement britannique dictée par la plainte de Survival.

Etat de siège

Pendant ce temps là, les Dongria Kondh étaient en état de siège. Une armée de voyous encerclait les collines de Niyamgiri, interdisant à toute personne d'entrer en contact avec les Dongria. Ils espéraient ainsi empêcher que le message des Dongria soit entendu par ceux qui avaient le pouvoir de mettre un terme à la construction de la mine.

Lors de ma dernière visite auprès des Dongria pour informer la tribu de l'état d'avancement de notre travail, des gangs de jeunes hommes violents nous barraient la route à chaque point d'accès. Un groupe en particulier, armé et agressif, jeta des pierres sous notre véhicule et répandit des troncs d'arbres sur la route, nous menaçant et nous ordonnant de quitter le secteur.

Lorsque nous étions enfin parvenus à nous frayer un chemin malgré l'état de siège, nous avons retrouvé les Dongria plus déterminés que jamais. Un ancien me dit : « Vedanta veut prendre notre bauxite mais nous ne les laisserons pas l'extraire de notre Niyam Dongar. Nous sommes tous ensemble, vous et moi. C'est ainsi que nous sommes forts. Mais si l'un de nous tombe, nous tomberons tous. Vous avez la parole. Vous pouvez transmettre notre message au monde, nous ne pouvons pas accomplir cela sans votre aide ».

Porter la parole

A travers le film *Mine : histoire d'une montagne sacrée*, une co-production de Survival et des Dongria Kondh, plus de 650 000 personnes ont entendu leur message. L'actrice d'origine indienne Joanna Lumley a prêté sa voix à la narration du film.

Survival a proposé à ses sympathisants de rédiger des lettres de soutien aux Dongria, et pas moins de 10 000 personnes ont répondu à cet appel. La pétition d'Amnesty International pour mettre un terme à la mine a reçu plus de 30 000 signatures. Selon une source du ministère de l'Environnement, Jairam Ramesh aurait reçu un « déluge » de lettres à propos des Dongria Kondh.

A Westminster, les membres du Parlement britannique se sont mobilisés et ont posé des questions au sujet des Dongria Kondh, et le haut commissaire britannique aux affaires indiennes s'est entretenu avec Vedanta pour lui « faire part de ses préoccupations ».

Avatar

A travers le magazine emblématique *Variety*, Survival a lancé au cours de l'année un appel public au soutien de James Cameron, réalisateur du film hollywoodien à succès *Avatar*. Des centaines de personnes voyaient une analogie entre le monde réel illustré par la lutte des Dongria et la fiction de Cameron, comprenant peut être pour la première fois ce qui était en jeu sur la terre de Niyamgiri.

Les médias du monde entier se sont tournés vers les Dongria Kondh, devenus des figures d'exemple pour les peuples qui luttent contre l'appétit insatiable des multinationales. Le rôle de Survival est de favoriser la prise de conscience du fait que ces conflits, dépeints avec beaucoup de réalisme dans le film *Avatar*, se déroulent également dans la réalité, de nos jours et sur notre planète.

De plus en plus de sympathisants

Il y a quelques temps, l'acteur Michael Palin, avait rendu visite aux Dongria Kondh de sa propre initiative. Le conflit opposant les Dongria à Vedanta devenant un sujet d'actualité, il souhaita les soutenir. Lorsque nous lui avons annoncé la victoire des Dongria, il fut ravi de cette « grande victoire pour les petits peuples ».

Joanna Lumley, qui a soutenu les Dongria dès l'instant où nous lui avons demandé de participer au film *Mine*, a exprimé sa profonde satisfaction au regard de la décision du ministre Jairam Ramesh.

« Le respect qu'il a montré envers la loi, tempéré par de la compassion pour ceux qui considèrent leur environnement comme sacré, réjouira les cœurs de tous ceux qui se sentent concernés par la détresse des communautés vulnérables de par le monde. » nous a-t-elle confié.

Survival a mené sa campagne pour rendre publique la situation préoccupante des Dongria dans six langues différentes et auprès d'une myriade de pays. Grâce à la comparaison établie entre les Dongria et le film *Avatar* et avec l'aide de sympathisants célèbres, les mots « Dongria Kondh » ont été entendus de l'Australie à l'Autriche, et de l'Afrique du Sud à l'Amérique du Sud.

Une victoire pour les peuples indigènes

Il ne s'agit pas seulement de la victoire des Dongria. C'est une victoire pour tous les peuples autochtones dont les droits sont spoliés et anéantis par les rouages d'un modèle de « progrès » dans lequel quelques actionnaires lointains s'enrichissent aux dépens de peuples locaux vulnérables et au détriment des terres ancestrales dont ces peuples prennent soin depuis des siècles.

C'est une victoire pour l'Inde. Les pressions exercées par Vedanta sur le gouvernement - et en particulier sur le gouvernement d'Odisha - ont été démontrées et condamnées. Mais l'Inde a choisi de faire passer les droits et le bien-être de ses citoyens avant les intérêts des grandes multinationales : les Dongria avant Vedanta, David avant Goliath.

Et dans l'idéal, il devrait bien entendu toujours en être ainsi. Mais les chances de réussite sont souvent cruellement défavorables aux peuples indigènes, qui se retrouvent engagés dans des conflits a priori sans fin et sans victoire possible. A travers l'action de Survival j'ai pu constater ces luttes, mais j'ai aussi pu voir David renverser Goliath. L'histoire des Dongria nous montre que ces victoires sont en réalité possibles.

Au téléphone, un Dongria m'a confié : « Je suis tellement heureux qu'il n'existe pas de mots pour exprimer la joie que je ressens. Tous les Dongria se réjouissent ».

Anne Chapman

caines au sens français du terme, elle militait pour la défense des droits des peuples autochtones.

Anne Chapman a fait ses études à l'École nationale d'anthropologie de Mexico, puis à l'université Columbia à New York, et a soutenu, en 1981, un doctorat sur travaux à l'université Paris-V.

Ses travaux ethnologiques l'ont menée au Honduras à partir de 1955 et en Terre de Feu à partir de 1964, dans le cadre de la Mission archéologique française au Chili austral, sous la direction d'Annette Laming-Emperaire. Elle est célèbre pour avoir enregistré tout le savoir et les chants rituels que connaissait la dernière Indienne onca de Terre de Feu, Lola Kiepja, qui connut la vie avant les violences prédatrices occidentales. Lola figure en jeune femme sur les photographies rapportées, au début du XX^e siècle, par le missionnaire allemand Martin Gusinde.

Après la mort de Lola, en 1966, Anne Chapman a consacré des années à transcrire, traduire et analyser ces documents avec l'aide des trois ou quatre femmes métisses qui n'avaient pas connu la vie d'avant la colonisation mais connaissaient encore la langue, et qui ont maintenant disparu elles aussi.

Elle fit carrière en France au CNRS, rattachée successivement au laboratoire d'anthropologie sociale sous la direction de Claude Lévi-Strauss, qui estimait grandement son travail, puis au département d'ethnologie de Paris X-Nanterre. Élève fidèle, dès 1957, de Karl Polyani, elle eut le plaisir, ces dernières années, de participer à des réunions savantes qui redécouvraient l'œuvre de ce grand penseur en économie.

Obstination et engagement

Son dernier ouvrage, en anglais, qui lui prit dix ans de sa vie, vient de paraître. *European Encounters with the Yamana People of Cape Horn, Before and After Darwin* (Cambridge University Press) est consacré aux voyages maritimes depuis

l'Angleterre vers la Terre de Feu, et particulièrement aux mémorables voyages que fit Darwin et aux comptes rendus qu'il en laissa. Elle est aussi l'auteur de films documentaires réputés sur l'histoire des Selk'nam (Ona) et des Yahghan. Au nombre de ses autres livres : *Drama and Power in a Hunting Society* (1982); *Quand le Soleil voulait tuer la Lune* (Métailié, 1982).

Anne Chapman était très reconnue et admirée dans les pays d'Amérique latine, principalement en Argentine, où elle passa six mois de l'année sur la fin de sa vie. En France, elle se tenait un peu à l'écart, en raison d'une langue et d'usages qu'elle ne maîtrisait pas totalement.

Elle lançait parfois des propositions fortes et originales qui ne trouvaient pas forcément d'écho, comme ce projet pour l'inauguration du Musée du quai Branly d'une exposition d'immenses photographies de Gusinde sur le rituel initiatique du *hain*, représentant des hommes nus et peints de Terre de Feu, exposition qui aurait été accompagnée d'un ballet qu'elle avait imaginé.

Elle a vécu, travaillé et publié entre trois langues et plusieurs pays. Elle était sans cesse et jusqu'au bout en transhumance. Chez les Jicaques de la Montaña de la Flor au Honduras, son premier terrain, elle avait rencontré une population marquée par ses rites de mort, endogame et entretenant par cette endogamie une surdité congénitale. Chez les Indiens de Terre de Feu (Ona, Yahghan, Alakaluf), elle avait touché du doigt les effets mortels, au sens propre, du colonialisme, et n'a eu de cesse de vouloir rendre compte de leur culture, disparue avec eux. Elle aimait par-dessus tout le travail de terrain et les idées politiques. Pour l'un comme pour les autres, elle était obstinée, intransigeante, sans compromissions. C'est cette image-là que nous garderons d'elle, et celle de son incroyable énergie vitale et de sa beauté.

* Professeur honoraire au Collège de France.

Un chamane à New York

Davi Kopenawa, chamane et porte parole des Indiens yanomami du Brésil, et Bruce Albert, co-fondateur de la section française de Survival, publient *La chute du ciel. Paroles d'un chamane yanomami* collection Terre Humaine (Plon, 820 p. 28 €). Dans le récit qui suit, extrait du chapitre 'Dans la ville', Davi livre ses impressions sur New York où il se rend en 1988 pour recevoir le Global 500 Award des Nation-Unies pour sa contribution à la défense de l'environnement.

“ Je savais maintenant combien de tels voyages sont dangereux pour les chamans. Pourtant, après quelques lunes, à la fin de la saison sèche, des Blancs amis m'ont de nouveau appelé très loin de la forêt. Tous les miens étaient en train de mourir de malaria et, là où nous vivons, la plupart des Blancs demeuraient sourds à mes plaintes. C'est pourquoi j'ai encore une fois accepté de quitter ma maison pour aller parler aux grands hommes d'une autre ville, bien plus grande que toutes celles que j'avais connues jusqu'à présent. Ses habitants la nomment New York. Je voulais obtenir leur appui pour qu'ils convainquent le gouvernement de notre terre du Brésil d'empêcher les *garimpeiros* [chercheurs d'or] de saccager notre forêt et d'anéantir tous ses habitants. Lorsque je suis arrivé à New York, j'ai été surpris car cette ville ressemble à un groupe de montagnes de pierre où les Blancs vivent empilés les uns au-dessus des autres! Et puis, à leur pied, des multitudes de gens se déplaçaient très vite, dans tous les sens, aussi nombreux que des fourmis! Alors je me suis dit que ces Blancs avaient dû édifier leurs maisons comme des pics rocheux après avoir défriché toutes leurs forêts et s'être mis, pour la première fois, à fabriquer des marchandises en très grande quantité. Ils ont sans doute pensé : « Nous sommes nombreux, nous savons guerroyer avec vaillance et nous avons beaucoup de machines! Construisons des maisons géantes pour les emplir de marchandises que tous les autres peuples convoiteront! »

Pourtant, si au centre de cette ville les maisons sont hautes et belles, sur ses bords, elles sont en ruine. Les gens qui vivent dans ces endroits n'ont pas de nourriture et leurs vêtements sont sales et déchirés. Quand je me suis promené parmi eux, ils m'ont regardé avec des yeux tristes. Cela m'a fait peine. Ces Blancs qui ont créé les marchandises pensent qu'ils sont ingénieux et valeureux. Pourtant, ils sont avares et ne prennent aucun soin de ceux qui, parmi eux, sont dépourvus de tout. Comment peuvent-ils penser être de grands

hommes et se trouver aussi intelligents? Ils ne veulent rien savoir de ces gens misérables qui font pourtant partie des leurs. Ils les rejettent et les laissent souffrir seuls. Ils ne les regardent même pas et se contentent, de loin, de leur attribuer le nom de « pauvres ». Ils leur enlèvent même leurs mauvaises maisons effondrées. Ils les obligent à rester dehors, sous la pluie, avec leurs enfants. Ils doivent se dire : « Ils habitent notre terre, mais ce sont d'autres gens. Qu'ils vivent loin de nous, en ramassant leur nourriture par terre, comme des chiens! Quant à nous, nous ferons croître nos biens et nos armes, tout seuls! » Cela m'a effrayé de voir une chose pareille! [...]

Dans cette ville, ce n'est pas vraiment la hauteur des immeubles qui m'a le plus effrayé. Ce sont d'autres choses, qui se sont révélées durant mes rêves. Ainsi, une nuit, j'ai vu le ciel s'incendier sous la chaleur de la fumée des usines. Les tonnerres, les êtres des éclairs et les spectres des humains étaient pris dans des flammes immenses. Puis, la voûte céleste commença à s'effondrer avec fracas sur la terre. Cela, oui, c'était vraiment terrifiant! Là où vivent les Blancs, le ciel est bas et ils cuisent sans relâche de grandes quantités de minerais et de pétrole. Les fumées de leurs fabriques ne cessent jamais de s'élever vers sa poitrine. Cela le rend sec et poudreux, aussi inflammable que de l'essence. Racorni par la chaleur, il devient fragile et se

déchire en lambeaux comme un vieux vêtement. Tout cela inquiète beaucoup les *xapiri* [esprits]. Dans mon rêve, ils tentaient de guérir ce ciel malade en faisant tourner la clef de la pluie pour repousser la fureur du brasier qui le dévorait. Ils criaient avec exaltation, en déversant des torrents d'eau sur les flammes : « Si vous détruisez le ciel, vous mourrez tous avec lui! » Mais les Blancs restaient sourds à leurs appels. Et moi, je n'ai parlé de ce rêve à personne car j'étais loin de ma maison et des miens. C'est ainsi. Si les esprits ne continuent pas à inonder le ciel, il finira par se consumer entièrement. [...]

Une autre fois à New York, j'ai été surpris durant la nuit par les craquements et les grondements sourds du ciel qui s'est mis à bouger lourdement au-dessus de la ville. Alors, je me suis réveillé en sursaut et je me suis levé. Je suis resté immobile, debout, en me retenant de crier de terreur. De nouveau, je me suis dit : « *Hou!* C'est une autre terre, je ne dois pas me laisser emporter par la peur, sinon les Blancs vont croire que j'ai perdu l'esprit! » J'ai essayé peu à peu de reprendre mon calme. Puis le bruit du ciel a cessé mais j'ai commencé à entendre la voix de son image que les chamans nomment *Hutukari*. Elle me disait : « *Ma!* Ce n'est rien! J'ai fait cela pour éprouver ta vigilance! Il m'arrive d'en faire autant pour que les Blancs m'entendent, mais c'est en vain! Seuls les habitants de la forêt gardent les oreilles ouvertes car ils savent devenir esprits avec la *yäkoana* [poudre hallucinogène]. Celles des Blancs demeurent closes. J'ai beau tenter de les effrayer pour les prévenir, ils demeurent aussi sourds que des troncs d'arbres! » © Plon, 2010

Anne Chapman, disparue le 12 juin dernier à l'âge de 88 ans, était membre fondatrice de Survival International (France). Nous publions ici l'hommage que lui a rendu Françoise Héritier dans *Le Monde* du 30 juin 2010.



Anne Chapman devant le portrait de Lola. DR

Anne Chapman, ethnologue américaniste, est morte, samedi 12 juin, à l'âge de 88 ans. Elle était rentrée d'Argentine dix jours avant son décès pour subir une intervention chirurgicale à l'hôpital de Massy-Palaiseau. Elle n'y a pas survécu.

Anne Chapman est née, en 1922, de parents cultivés et a vécu une ou deux années de son enfance en France. Elle y est revenue avec la nationalité française, après avoir épousé, en 1960, un collègue américaniste avec qui elle vivra quelques années. Elle n'avait plus de famille proche, sa sœur et son frère tant aimés étant morts sans enfants quelques années avant elle. Elle vivait pour son métier, pour ses idées, pour ses amis. Démocrate au sens américain du terme, athée, farouche défenseur de la laïcité et des libertés républi-



Oui, je soutiens Survival

Nom

Prénom

Adresse

Code

Ville

Pays

Avec un don de:

25 € 50 € 100 € 200 € autre

Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion)

- Membre actif 50 €
 Membre actif avec Ethnies 83 €
 Membre bienfaiteur 120 €
 Etudiants, chômeurs 23 €

Je souhaite m'abonner aux Nouvelles de Survival

- Abonnement annuel (4 n°) 15 €
 Abonnement de soutien 25 €

Port étranger/avion, ajouter 7 €

Total €

Ci-joint un chèque à l'ordre de Survival

Je préfère régler par carte bancaire

N°

Date d'expiration

Signature

Date

Je choisis le prélèvement automatique, envoyez-moi le formulaire

Remplissez ce bulletin en lettres capitales, découpez-le et retournez-le accompagné de votre règlement à :
Survival 18 rue Ernest et Henri Rousselle, 75013 Paris



Livres et revues

La chute du ciel. Paroles d'un chaman yanomami

de Davi Kopenawa et Bruce Albert, Plon, coll. Terre Humaine, 2010, 828 p., 28 €.

Ce livre a été écrit à partir des paroles de Davi Kopenawa, chamane et leader des Indiens yanomami du Brésil, recueillies dans sa langue par Bruce Albert, ethnologue, auquel le lie une amitié de plus de trente ans. Davi Kopenawa retrace sa vocation de chaman depuis l'enfance et révèle une métaphysique séculaire basée sur l'usage de puissants hallucinogènes. Il relate, à travers son histoire personnelle souvent dramatique, l'avancée dévastatrice des Blancs dans la forêt et ses voyages à l'étranger pour défendre son peuple. Ce témoignage exceptionnel est à la fois le récit d'une vie hors du commun, un vibrant manifeste chamanique et un cri d'alarme face à la crise écologique mondiale vue depuis le cœur de l'Amazonie. (Extrait de la 4^e de couverture)

Les Yanomami du Brésil Géographie d'un territoire amérindien

de François-Michel Le Tourneau, Ed. Belin, Coll. Mappemonde, 512 p., 32 €.

Cet ouvrage, qui paraît en même temps que le livre de Davi Kopenawa et Bruce Albert décrit la configuration spatiale actuelle des Indiens yanomami, un peuple qui se définit aujourd'hui de manière autonome tant par rapport aux civilisations qui l'entourent que par rapport à son passé.

Après Lévi-Strauss. Pour une anthropologie à taille humaine

de Alban Bensa, Textuel, Coll. Conversations pour demain, 2010, 128 p. 12 €

Dans cet entretien avec Bertrand Richard, Alban Bensa, administrateur de Survival International (France), constate que la puissance intellectuelle et l'autorité académique de Claude Lévi-Strauss ont occulté une autre anthropologie, davantage appliquée à comprendre la réalité des comportements humains, leurs stratégies, leurs fragilités, leur ténacité, leur rage aussi. Il y prône le retour à une anthropologie à taille humaine, soucieuse de

comprendre l'autre et non de l'éti-quer.

Amnesty International - Rapport 2010, EFAI, 2010, 403 p. La situation des droits humains dans le monde.

Indigenous Affairs 3-4/09, IWGIA, Copenhague. "Pastoralisme".

Recherches Amérindiennes au Québec, vol XXXIX, n°1-2, 2009, Montréal, Québec, 34\$ canadiens. "Droits et identités en mouvement".

Overcoming Indigenous disadvantage Key Indicators 2009.

Sterring Committee for the Review of Government Service Provision, Productivitu Commission, Canberra, Australie. Rapport officiel sur la situation des Aborigènes.

Update, n° 91, mai-juin 2010, Docip, Genève. "Mécanisme d'experts des Nations-Unies sur les droits de peuples autochtones, 2^e session".

Courrier de la planète n° 92, janvier 2010, 10 €. "Sortie de crise. L'option verte".

Unis contre le racisme : dignité et justice pour tous, Conférence d'examen de Durban. Document final, Haut-Commissariat aux droits de l'homme, Nations Unies, Genève et New York, 2010.

Campos. Revista de Antropologia Social, N° 9/2, 2008, Universidade do Paraná, Brésil. A lire, l'interview de Terence Turner; anthropologue nord-américain : "Une anthropologie engagée".

El Chaco sin bosques : la Pampa o el desierto del futuro, Jorge H. Morello & Andrea F. Rodriguez, eds., Orientación Gráfica Editores, Buenos Aires, 402 p., 2009. Dans cet ouvrage collectif qui traite de la transformation de l'usage des sols due à la modernisation des structures de production dans le Chaco paraguayen, sont réunis les analyses d'auteurs de disciplines différentes.